

L'ÉTINCELLE antiCapitaliste

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

prix libre

hebdobdo

#2
26
OCTOBRE
2010

LES CASSEURS, C'EST SARKOZY ET SON GOUVERNEMENT !



APRÈS LE VOTE DE LA LOI

CONTINUONS LA GRÈVE !



Le vote au Sénat ne nous fera pas reculer. Maintenons la grève jusqu'au retrait !

C'est pas à nous de payer leur crise !

Voilà maintenant près de deux mois que la grève contre la réforme des retraites a débuté. Malgré 6 journées de grève et de manifestation à plus de 3 millions de personnes, le gouvernement s'obstine toujours à faire voter cette contre-réforme. Une très large partie de la population juge cette réforme illégitime. Elle veut faire payer le prix de la crise aux jeunes et aux salariés. L'alternative de mourir au travail ou toucher des retraites de misère nous n'en voulons. Les profits explosent, les dividendes versés aux actionnaires augmentent. C'est aux riches de payer !

Les casseurs, c'est Sarkozy et son Gouvernement !

Après les plans de licenciements en rafales, les plans d'austérité dans les services publics, la réforme des retraites est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Alors malgré l'obstination du gouvernement, la répression violente, la mobilisation ne faiblit pas. La semaine dernière, les grèves reconductibles se sont étendues : dans les transports, les raffineries, chez les routiers ou les éboueurs... La possibilité de bloquer réellement le pays est devenue crédible. Les jeunes ont aussi contribué à faire changer le climat social. Des milliers de lycéens sont sortis dans les rues, ont bloqué leurs lycées contribuant ainsi à rendre visible la mobilisation au quotidien et redonnant confiance aux salariés pour continuer la grève. Maintenant, ces sont les étudiants qui prennent la relève avec des AG réunissant plusieurs milliers d'étudiants.

Le gouvernement sous pression cherche tout les moyens pour décourager les grévistes. La répression à l'encontre des lycéens ou le déblocage par la force des raffineries ne sont que des tentatives d'intimidation. Il cherche aussi à nous diviser entre d'un côté « les casseurs » et de l'autre les « bons manifestants ». Mais les casseurs, ce sont eux !

Après le vote de la loi, continuons à lutter pour le retrait !

Ce n'est pas le moment de relâcher la pression. En étendant, la grève à d'autres secteurs, c'est possible de les faire céder. Nous devons continuer malgré le vote de la loi au Sénat. Le mouvement contre le Contrat Première Embauche (CPE), nous a prouvé que nous pouvions obtenir le retrait d'une loi déjà votée. Mais, il ne faut pas donner de signes d'affaiblissement. Pour cela, il faut maintenir des rythmes élevés de mobilisation avec des manifestations régulières. Les étudiants doivent prendre le relais des lycéens en vacances en se mettant massivement en grève et en sortant dans la rue. L'entrée de nouveaux jeunes dans la mobilisation encouragera les secteurs en grève reconductibles à poursuivre. Il faut aussi développer les liens interprofessionnels par la tenue d'AG communes en différents secteurs, des cortèges communs dans les manifestations et des actions communes pour étendre la grève. Aucun secteur ne doit se sentir isolé.

**NOUS SOMMES MAJORITAIRES CONTRE CETTE
RÉFORME PROUVONS LEUR !
NE LÂCHONS RIEN, TOUS EN GRÈVE JUSQU'AU
RETRAIT !**

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE DU MANS

Nous, étudiants de 40 universités réunis en coordination nationale au Mans les 23 et 24 octobre 2010, appelons à amplifier la mobilisation contre la réforme des retraites sur les universités par la grève reconductible des étudiants.

La réforme des retraites que cherchent à nous imposer à marche forcée le gouvernement et le patronat constitue le pilier central d'un vaste plan d'austérité visant à faire payer la facture de la crise économique aux jeunes et aux travailleurs, avec ou sans emploi, ainsi qu'aux retraités.

Pour les jeunes, la réforme des retraites sonne comme une double peine. L'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans, et de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein, constituent des attaques majeures contre notre droit à un avenir. En plus de galérer maintenant, nous n'aurons même plus de retraite décente ! L'âge moyen d'insertion des jeunes de manière stable sur le marché du travail est aux alentours de 27 ans. Alors, pour cotiser les nouvelles annuités requises, il faudra travailler jusqu'à 67 ans. Nous refusons cette réforme qui vise à faire de nous des précaires toute notre vie. Alors que le taux de chômage des jeunes dépasse déjà les 20%, ce sont un million d'emplois qui ne se libéreront pas. Nous ne sommes ni irresponsables, ni manipulés. Les jeunes ont compris les conséquences de cette réforme pour leur avenir. Cette réforme, c'est à court terme du chômage en plus, et à long terme le recul de nos droits. Nous refusons d'être contraints de partir à la retraite à 67 ans, pour des pensions moins importantes. Nous défendons une retraite solidaire à 60 ans à taux plein pour tous, qui permette à chacun d'avoir accès à ce droit fondamental, à ce temps de la vie consacré au repos.

L'immense majorité de la population s'oppose à cette réforme. Malgré six journées de grève et de manifestations massives (plus de 3

millions de personnes), le gouvernement s'obstine à la faire passer en imposant même un vote unique au Sénat. Le pouvoir ne gouverne plus que pour une minorité. En passant en force, il perd chaque jour un peu plus de légitimité et la France s'enfoncé dans une crise politique et démocratique sans précédent. Pourtant la contestation ne faiblit pas, au contraire. Partout, des secteurs se mettent en grève reconductible (cheminots, raffineries, enseignants, éboueurs...). La pression augmente sur le gouvernement. Il cherche toutes les solutions pour s'en sortir, en utilisant notamment la répression pour tenter de briser la mobilisation. Il cherche à nous diviser et à faire diversion avec le racisme. Ne tombons pas dans le piège qui vise à affaiblir notre capacité à résister ! Nous nous battons pour l'arrêt des expulsions et de la répression, et exigeons l'arrêt de l'ensemble des poursuites contre les jeunes mobilisés.

Nous ne devons pas relâcher la pression ! La possibilité de faire céder le gouvernement et d'obtenir le retrait de la loi devient réellement crédible. Pour cela, il faut encore amplifier le mouvement et aller vers un blocage total du pays, par la grève d'une majorité de jeunes et de salariés. Le mouvement contre le CPE a prouvé qu'il était possible d'obtenir le retrait d'une loi même après son vote.

Nous appelons l'ensemble des jeunes à rejoindre la grève. La mobilisation de la jeunesse fait peur au gouvernement. Ce sont maintenant plus de 40 universités qui sont mobilisées, dont une vingtaine en grève et une dizaine bloquées. Nous appelons l'ensemble des universités à les rejoindre en se réunissant en Assemblées Générales et en votant la grève. Faire des Assemblées Générales sur les universités et les lycées est la garantie que les jeunes prennent en main leur mobilisation.

L'unité des salariés et de la jeunesse est une des clés du succès. C'est pourquoi, nous appelons l'ensemble des étudiants à développer les liens

entre les secteurs mobilisés en participant aux AG interprofessionnelles, en organisant des cortèges communs dans les manifestations et en participant à des actions communes.

Quoiqu'en dise le gouvernement, les vacances sur certaines universités n'entament en rien notre détermination. Pour ne pas relâcher la pression, nous appelons à une nouvelle journée de grève, d'actions et de manifestation mardi 26 octobre. Nous invitons les jeunes à participer aux journées du jeudi 28 octobre et samedi 6 novembre tout en liant cette journée avec la mobilisation initialement prévue sur le droit à l'IVG. Nous appelons dès maintenant à une journée de grève et de manifestation le jour de la rentrée des lycéens, le jeudi 4 novembre. Parce qu'aujourd'hui plus que jamais la victoire est possible, nous sommes déterminés à ne rien lâcher avant d'avoir obtenu satisfaction sur nos revendications.

Nous appelons à une nouvelle coordination nationale étudiante le week-end des 6 et 7 novembre à Paris-13-Villetaneuse.

Nous exigeons :

- Le retrait de la réforme des retraites
- La prise en compte des années d'étude, de formation, de stage et d'inactivité forcée dans le calcul des annuités ouvrant droit à une retraite pleine
- La retraite à soixante ans à taux plein
- Un pré-salaire d'autonomie

Vote de la grève en AG à Nanterre le 22 octobre 2010 (Photothèque du mouvement social)



APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE LYCÉENNE

Nous, lycéens de 8 villes réunis en coordination nationale le 24 octobre 2010, constatons l'ampleur de la mobilisation dans la jeunesse. Les manifestations des jeudi 14 mardi 19 octobre et jeudi 21 ont été une réussite pour tous, mais plus particulièrement pour les lycéens, qui étaient plusieurs dizaines de milliers dans les cortèges. Nous refusons d'être une génération sacrifiée, de nous résigner à un avenir de misère et de précarité. Nous faisons peur au gouvernement, car nous nous sommes nombreux et nous donnons confiance au reste des travailleurs pour qu'ils continuent la mobilisation, ce gouvernement qui n'hésite pas à employer une répression brutale à notre rencontre : arrestations, lycéens blessés...

Cette réforme est injuste, car elle fait payer aux travailleurs le prix d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Pour ceux qui ont un emploi elle signifie se tuer à la tâche, et pour ceux qui en sont privés ou qui n'en n'ont pas encore comme les jeunes elle est synonyme de plus de chômage. Il nous faut des emplois et des vrais salaires. Au contraire, le gouvernement supprime des postes, notamment dans l'Éducation nationale. Pour les jeunes, c'est la double peine : éducation au rabais pour se retrouver au chômage.

Nous ne nous laisserons pas faire ! Chaque jour, des manifestations ont lieu dans de nombreuses villes : manifestations de lycéens, mais aussi avec les autres secteurs en grève. Les grèves reconductibles qui se multiplient dans différents secteurs (transports, raffineries, éducation, communaux...) rendent crédible la possibilité de faire céder le gouvernement et d'obtenir le retrait de la loi. Mais pour cela, il ne faut pas relâcher la pression malgré les vacances et le vote de la loi au Sénat. Avec l'exemple du mouvement contre le CPE, nous savons qu'il est possible d'obtenir le retrait d'une loi déjà votée.

C'est pourquoi, nous appelons les lycéens à rester mobiliser pendant les vacances en participant aux manifestations et actions organisés par les autres secteurs et en continuant à se réunir en comité de mobilisation, coordinations lycéennes locales. Dès maintenant, nous appelons à une nouvelle journée de grève et de manifestation le mardi 9 novembre. A ces occasions, nous appelons l'ensemble des lycéens qui ne sont pas encore mobilisés à rejoindre la grève. Nous invitons aussi l'ensemble des autres secteurs mobilisés à participer à ces échéances.

Pour que la mobilisation se poursuive et pour que les lycéens prennent en main leur propre lutte, il faut la structurer et la coordonner. Nous invitons l'ensemble des lycéens à organiser des assemblées générales sur leur lycée, pour organiser le mouvement localement et pour préparer des cortèges et banderoles par lycée. Nous invitons les lycéens à organiser des coordinations entre les lycées d'une même ville, département ou région afin de décider d'actions communes et de s'entre aider.

Nous appelons à une nouvelle coordination nationale lycéenne le week-end des 13 et 14 novembre à Paris.

Nous invitons l'ensemble des lycéens mobilisés à développer des liens avec les autres secteurs mobilisés étudiants et salariés en participant à des cortèges communs dans les manifestations, à des actions communes pour étendre la

grève ainsi qu'aux AG interprofessionnelles qui existent. Nous invitons les lycéens à prendre contacts avec les cheminots grévistes pour organiser des actions communes dans les Gares le vendredi 5 novembre.

Le mouvement doit s'accélérer et s'amplifier pour aller vers la grève générale, seul moyen de faire céder le gouvernement.

Nous exigeons :

- Retrait de la loi
- Retraite à 60 ans à taux plein
- à 37,5 annuités
- Prise en compte de la pénibilité au travail
- Prise en compte des années de formation et des périodes d'inactivité forcée dans le calcul des annuités



AVOIR DES DIRECTIONS, EST-CE CONTRADICTOIRE AVEC L'AUTO-ORGANISATION ?

L'auto-organisation est une expression que l'on entend beaucoup en période de mouvement étudiant (voir l'ÉA hebdo de la semaine dernière). Elle y prend une forme concrète : des assemblées générales souveraines, des comités de mobilisation qui mettent en place leurs décisions, des coordinations locales et nationales qui réunissent les délégués de toutes les AG...

Une auto-organisation limitée

Cette auto-organisation n'est pas parfaite. Par exemple, il existe peu de cas de comités de grève ou de mobilisation élus, ce qui est pourtant le seul moyen de contrôler ce qu'ils font, en sachant qui est dedans. Le plus souvent, c'est sur la base du volontariat et en fonction des disponibilités des gens présents que les comités et les commissions se réunissent. Ce sont les militants (membres

d'organisations ou non) les plus expérimentés qui animent les différentes commissions, et les comités de mobilisation ressemblent à des AG, en plus petit.

Le mandat impératif est-il démocratique ?

Certains courants politiques qui se prétendent antibureaucratiques sont opposés à toute élection de cadre directionnel. Pour eux, les instances telles que les coordinations ou les comités de mobilisation sont uniquement « techniques ».

La coordination ne doit surtout pas être une direction, mais simplement une chambre d'enregistrement des décisions des différentes AG. Les délégués doivent avoir des mandats impératifs, c'est-à-dire qu'ils ne doivent voter que comme leurs AG ont voté et ne pas prendre part aux votes (NPPV) lorsqu'un sujet n'a pas été abordé dans leur fac. Cela veut dire que sur les dizaines de votes des coordinations (97 en tout à celle du Mans le week-end des 23 et 24 octobre !), la plupart sont simplement ajournés car il y a une écrasante majorité de NPPV.

Les partisans du mandat impératif disent que les délégués ne doivent avoir aucun pouvoir de décision. Mais si dans une AG de 1000 étudiants, une motion est votée avec 400 pour, 350 contre, 200 abstentions et 50 NPPV et que l'AG envoie cinq délégués, pourquoi sont-ils obligés de tous voter la même motion une fois en coord ? Le mandat impératif nie la diversité des étudiants représentés.

À quoi doivent servir les coordinations ?

Au-delà de cet exemple technique, la vraie question est : qu'est-ce qu'un mouvement ? Le mandat impératif suppose qu'il s'agit de l'addition d'AG isolées les unes des autres, qui font leur mouvement dans leur coin. C'est nier la raison d'être des coordinations : homogénéiser les différents niveaux de lutte, donner une même

orientation à tous pour gagner. Nous luttons contre un gouvernement national, dont l'action est la même partout. La coordination doit se donner les moyens de dépasser les situations locales, de dôtter le mouvement d'une même politique. Sinon, pourquoi se réunir ? Un simple envoi de compte-rendu d'AG par e-mail suffirait !

our donner une véritable orientation à tout le mouvement, les délégués doivent au contraire avoir la possibilité de voter autre chose que leur AG, c'est-à-dire d'adapter leur mandat aux impératifs nationaux. Ils devront rendre des comptes à leur retour et ils pourront être révoqués. Évidemment, en aucun cas un délégué ne pourrait voter le contraire de son AG sur des questions clés (revendiquer le retrait de la réforme par exemple). En revanche, sur des questions qui n'ont pas été posées localement (une date de manif, la jonction avec un autre secteur...) il doit être en droit de se positionner en son âme et conscience. Sinon le mouvement ne progressera jamais.

Enfin, pour être une vraie alternative aux directions syndicales, être la seule voix du mouvement, la coordination doit être réactive tout au long de la semaine. Elle doit se dôtter d'un comité national capable de réagir aux annonces, d'être l'interlocuteur unique des médias comme des pouvoirs publics. Des forces qui se prétendent antibureaucratiques s'y opposent systématiquement. Mais elles ne sont pas les seules. Elles font front avec... La direction de l'UNEF. Ce n'est sans doute pas un hasard ! La conception technique des coordinations donne toute liberté aux plus gros appareils pour continuer à fixer les rythmes et les mots d'ordre du mouvement.

Le casseur c'est Sarkozy !



26 Octobre 2010

www.npa2009.org

<http://npa.jeunes.free.fr>

contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE antiCapitaliste

En fin de semaine dernière, le Ministère de l'Intérieur faisait état de 1423 arrestations depuis le début du mouvement sur les retraites... Les interventions policières se multiplient, que ce soit sur les lycées, notamment des quartiers populaires, ou sur les raffineries. Le discours du gouvernement est clair : faites des manif tous les dix jours, on ne vous écouterait pas ; mobilisez-vous de manière plus radicale, on vous écrasera.

Répression, racisme d'État : une stratégie gouvernementale

La stratégie raciste et sécuritaire de Sarkozy n'est pas déconnectée des attaques sociales. D'un côté, la classe dominante essaie de démanteler nos acquis sociaux arrachés de haute lutte par le passé. De l'autre, elle essaie de nous enfoncer la tête sous l'eau pour que nous ne cherchions pas à les défendre ou à en gagner de nouveaux.

La ficelle est grosse. Sarko désigne les jeunes, les ouvriers, les immigrés et leurs enfants comme les classes « dangereuses ». Il y aurait d'un côté les manifestants « respectables », qui respectent la loi et ne font pas trop de désordre, et de l'autre les « casseurs », qu'il faudrait réprimer sous peine de voir le pays sombrer dans le chaos...

Sarkozy ne fait pas que récupérer les voix du FN en vue de 2012. Il fait du racisme et du sécuritaire un véritable axe stratégique. Ces deux aspects visent à la fois à faire diversion, à nous diviser et à attaquer frontalement les secteurs les plus mobilisés de notre camp social. Car s'il existe des différences indéniables entre les moyens de lutte d'un enseignant d'université et

celles des lycéens de quartiers populaires, nous sommes tous attaqués par une même politique.

Agir collectivement pour l'unité de notre camp

Nous ne devons certes pas être angéliques ou complaisants. Si des agressions de manifestants sur d'autres ont lieu dans les cortèges ou devant les bahuts, il faut que les militants de la grève agissent pour les empêcher. Cela nécessite de réagir collectivement, de mettre en place des services d'ordre dirigés par les grévistes, mais aussi de discuter avec ceux qui en sont les auteurs pour leur expliquer qu'en agissant ainsi, ils affaiblissent leur propre camp.

En aucun cas nous ne devons recourir aux forces de l'ordre. La police, c'est le bras armé de l'État, c'est-à-dire l'institution dirigée par Sarkozy et la classe dominante. Son but, c'est de protéger l'ordre social, la propriété privée des moyens de production, bref, le système capitaliste fondé sur l'exploitation et les oppressions.

Sans doute que brûler des voitures ou casser des arrêts de bus n'est pas le moyen stratégique le plus efficace et le plus juste pour faire reculer le gouvernement. Mais nous devons toujours avoir une chose en tête : les « bandes de casseurs » les plus acharnées ne commettront jamais autant de dégâts qu'un gouvernement dont le mandat est de détruire l'avenir de l'ensemble de la jeunesse et du monde du travail.



ABONNEZ-VOUS !

à Tout est à nous !



28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES **DU 23 au 30 JUILLET 2011**
DANS LE SUD DE LA FRANCE